

Francophonies d'Amérique



La communauté francophone de Saint-Jean, Nouveau-Brunswick : de la survivance à l'affirmation!

Greg Allain

Numéro 14, automne 2002

Les francophonies canadiennes minoritaires à l'aube du XXI^e siècle

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1005182ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1005182ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université d'Ottawa
Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1183-2487 (imprimé)

1710-1158 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Allain, G. (2002). La communauté francophone de Saint-Jean, Nouveau-Brunswick : de la survivance à l'affirmation! *Francophonies d'Amérique*, (14), 37–53. <https://doi.org/10.7202/1005182ar>

LA COMMUNAUTÉ FRANCOPHONE DE SAINT-JEAN, NOUVEAU-BRUNSWICK : DE LA SURVIVANCE À L’AFFIRMATION !

Greg Allain
Université de Moncton

L’existence d’une communauté francophone à Saint-Jean a longtemps été le secret le mieux gardé de la province ! Jusqu’à récemment, peu de gens soupçonnaient la présence d’une telle communauté dans le grand centre industriel du Nouveau-Brunswick¹, qui constitue également le plus important pôle urbain de la province. On sait que Saint-Jean est aussi connue comme « la ville loyaliste » (Gagnon, 1993), c’est-à-dire très anglophone et très traditionnelle, ce qui a présenté historiquement tout un défi pour les francophones, qui compteraient entre 5 % et 10 % de la population métropolitaine².

Mais les choses sont en train de changer pour la communauté francophone du Grand Saint-Jean. Celle-ci a accompli des pas de géant depuis une vingtaine d’années et se fait connaître de plus en plus à l’échelle provinciale et même nationale. L’observateur attentif sera surpris de sa cohésion, de son dynamisme, de sa vitalité. Un second regard lui permettra de constater que derrière cette effervescence et cette affirmation relativement récentes se cachent une présence et un enracinement qui ne datent pas d’hier.

Le présent texte synthétise les résultats d’une recherche de l’auteur. Amorcée au printemps 1998, celle-ci vient d’être publiée dans un ouvrage comprenant également une analyse historique de la part d’un collègue acadien (voir Allain et Basque, 2001)³. Cette publication coïncide avec les célébrations marquant le quinzième anniversaire de l’ouverture officielle du Centre scolaire-communautaire Samuel-de-Champlain⁴, en 1985, une infrastructure clé au service des francophones de Saint-Jean obtenue au terme d’une lutte épique de plusieurs années.

Le cas de Saint-Jean n’est pas unique : d’autres communautés francophones minoritaires ont connu un parcours semblable, chacune ayant ses spécificités propres, bien sûr : au Nouveau-Brunswick, celles de Fredericton et de Miramichi en seraient des exemples. On retrouve des situations semblables ailleurs au Canada également : que ce soit le groupe francophone à Halifax-Dartmouth, en Nouvelle-Écosse, ou des communautés francophones en Ontario ou dans l’Ouest, d’autres collectivités ont effectué des trajectoires similaires, et leur expérience a fait l’objet de recherches et de livres⁵. Aucune étude semblable n’a été publiée sur la situation des francophones à Saint-

Jean : il s'agit pourtant là d'un exemple éclairant de résistance et d'affirmation collectives. Notre travail vise à combler cette lacune.

Après quelques considérations méthodologiques, nous présenterons les perspectives socio-démographiques de la communauté francophone de Saint-Jean, actuellement en pleine transition, et dégagerons les grandes lignes de son évolution au cours du dernier quart de siècle. Nous traiterons enfin du réseau associatif très dynamique qui l'anime, pour conclure sur les apports de cette communauté à son environnement métropolitain et sur les défis qui se présentent à elle en ce début de siècle.

Brève note méthodologique

L'étude de cas est particulièrement appropriée pour traiter de réalités peu connues ; elle permet l'analyse en profondeur d'un phénomène, moins facile à réaliser par la recherche comparative et quantitative (Gauthier, 1997, p. 131-132 ; Jackson, 1999, p. 153-154). Bien sûr, on reproche souvent aux études de cas – et c'est l'envers de leur grande qualité – le fait qu'il est souvent difficile de généraliser leurs conclusions. Pour assurer une meilleure validité des données recueillies dans une monographie, les méthodologues recommandent de faire appel à la « triangulation », c'est-à-dire de recourir à plusieurs techniques de collecte d'information (Hessler, 1992, p. 197). C'est ce que nous avons fait, en complétant les 31 entrevues en profondeur avec des informateurs et des informatrices clés, effectuées principalement à l'été 1998, par une analyse documentaire fouillée et des séances d'observation de diverses activités communautaires en 1998 et en 1999.

Précisons d'abord les motivations qui sous-tendent cette recherche : elles sont au nombre de trois. La première a trait à l'approche méthodologique globale à privilégier. En sociologie, tous connaissent le fameux débat qui a fait rage depuis les années 1950 entre partisans d'une approche quantitative, macrosociologique, et ceux d'une approche qualitative, microsociologique. Dans notre chapitre sur « La société acadienne : lectures et conjonctures », dans l'ouvrage *L'Acadie des Maritimes*, nous soulignons l'importance de mener, parallèlement aux analyses « macro », toujours pertinentes, des analyses « micro » pour mieux saisir le tissu organisationnel, associatif, communautaire, dans toutes ses nuances et sa diversité, afin de mieux refléter les milieux et leur quotidienneté (Allain, McKee-Allain et Thériault, 1993 ; voir aussi Thériault, 1995).

La seconde motivation provient de la nouvelle perspective adoptée pour aborder les groupes culturels minoritaires, et particulièrement les francophonies canadiennes minoritaires. Deux spécialistes du domaine, Jean Lapointe et J.-Yvon Thériault, affirmaient récemment que si les études classiques insistaient sur les différences et les écarts séparant ces groupes de la société majoritaire, et confirmaient souvent ainsi leur marginalité, une approche plus contemporaine consisterait à dégager les facettes modernes de l'identité des groupes minoritaires et leur contribution originale au développement de la

société globale. Dans leur chapitre de l'ouvrage synthèse *Francophonies minoritaires au Canada : l'état des lieux*, les deux sociologues font justement remarquer que :

Les groupes minoritaires ne sont pas des réalités marginales, mal adaptées aux impératifs de la modernité. Leur présence et leur revendication sont le signe de la permanence d'un besoin d'identité que réussissent mal à satisfaire les logiques instrumentales des grandes institutions modernes. Bien plus, en offrant à leurs membres un ensemble de valeurs, les communautés culturelles minoritaires participent à la rationalité culturelle moderne, c'est-à-dire qu'elles présentent aux individus une multiplicité de choix de styles de vie (Lapointe et Thériault, 1999, p. 203).

Les auteurs poursuivent en appliquant ces principes aux francophonies minoritaires au Canada :

Ce qui est vrai pour la sociologie des groupes culturels minoritaires en général l'est aussi pour la sociologie des communautés francophones hors Québec. Il faut se départir d'une conception qui percevrait ceux-ci essentiellement comme un reste, en marge de la société dominante. Au contraire, des lectures plus actuelles sur les dynamismes présents au sein de ces communautés tendent à démontrer que celles-ci jouent des rôles importants autant dans la construction moderne des identités de leurs membres que dans l'édification pluraliste de la société globale. Une sociologie de ces communautés peut donc participer à mieux évaluer la place occupée par ces communautés dans la construction des identités modernes, tout comme elle peut conscientiser les membres de ces communautés à leur contribution originale à la société globale (Lapointe et Thériault, 1999, p. 203).

Enfin, troisième motivation, qui vient renforcer le choix d'une étude de cas pour l'analyse de la communauté francophone du Saint-Jean métropolitain : non seulement cette réalité est largement méconnue, mais on peut constater d'importantes lacunes dans la littérature sur les francophonies minoritaires en milieu urbain, qui vivent généralement dans des contextes linguistiques mixtes. On peut compter à peine une poignée d'études en ce sens – à l'exception du livre de Robert Stebbins sur les Franco-Calgariens (Stebbins, 1994), les autres se situent surtout en Ontario : il s'agit des travaux de Maxwell sur les francophones de Toronto, à la fin des années 1960 (Maxwell, 1971) ; de l'étude de Jackson sur Tecumseh, près de Windsor, à peu près à la même époque (Jackson, réédition, 1988) ; du rapport fouillé de Cardinal, Lapointe et Thériault (1988) sur Welland ; enfin, du livre de Rayside (1991) sur Alexandria. Il y aurait donc une certaine méconnaissance de la situation des francophones minoritaires urbains, la recherche ayant privilégié les communautés francophones en milieu rural⁶, qui présentent des caractéristiques souvent fort différentes de celles des villes : si les premières sont habituellement plus

homogènes et majoritaires au sein de leur espace local et régional (pensons à la Péninsule acadienne ou au Nord-est de l'Ontario), les secondes habitent un territoire mixte, sur le plan sociolinguistique, où d'ailleurs elles constituent souvent une minorité. Leur quotidienneté est donc différente puisqu'elle suppose des interactions constantes avec la majorité anglophone : dans pareil contexte, il devient particulièrement intéressant d'examiner les mécanismes communautaires de résistance, à certaines époques, et ceux de développement et d'affirmation collective, à d'autres. C'est ce que nous entendons faire par rapport aux francophones de Saint-Jean.

Le chemin parcouru : quelques chiffres

Quel contraste entre la lente germination de la communauté francophone de Saint-Jean, au cours du ^{xx}e siècle, et sa remarquable vitalité et visibilité ces dernières années ! Quelques chiffres révélateurs permettront d'illustrer ce constat. Les francophones n'étaient qu'une poignée à Saint-Jean à la fin du ^{xix}e siècle et au début du ^{xx}e. Les deux grandes guerres entraîneront une émigration francophone importante vers la ville. Selon le Recensement du Canada, les effectifs francophones passent en effet de 403 en 1911 à 1 601 en 1921, puis à 2 705 en 1931, à 3 980 en 1941 et à 5 063 en 1951. L'accroissement de la population francophone se poursuit dans l'après-guerre, puisque celle-ci atteint 7 985 en 1961 et passe à 12 235 en 1971.

Ces données portent sur les gens d'origine ethnique française (OEF), qui sont par définition plus nombreux que ceux de langue maternelle française (LMF). En empruntant cette dernière mesure, de loin la plus utilisée, on obtient le nombre de francophones suivant : 2 046 en 1951, 3 852 en 1961, 6 925 en 1971 et 7 540 en 1981. Les chiffres les plus récents sont 6 850 pour le Grand Saint-Jean en 1991 et 5 220 en 1996. Il existe un troisième indicateur, plus sévère et plus controversé d'ailleurs, soit celui de la *langue parlée à la maison* ou français langue d'usage (FLU). Seulement 2 300 personnes répondent à ce critère en 1996. Ces décalages sont bien connus : Roy (1993, p. 159-161) a illustré le phénomène pour l'année 1991, où le Nouveau-Brunswick comptait 327 370 personnes d'origine ethnique française, 250 175 personnes de langue maternelle française, et 225 950 personnes ayant le français comme langue d'usage. On assiste ainsi à une diminution du nombre de francophones, au fur et à mesure que l'on resserre le critère adopté.

Le taux d'assimilation linguistique est généralement calculé en soustrayant le total de FLU de celui de LMF et en divisant le résultat par le total de LMF. Ainsi, la cité et le comté de Saint-Jean affichaient en 1986 un taux d'assimilation de l'ordre de 34 %, le comté voisin de Kings ayant un taux de 38,4 % (Roy, 1993, p. 184, 192). Manifestement, le phénomène de l'assimilation existe. Mais certains experts remettent en question la façon de le calculer, et donc sa validité comme mesure. Dans un rapport effectué pour le ministère du Patrimoine canadien, O'Keefe (1998, p. 36-37) soulève plusieurs aspects qui montrent que cet indicateur exclut nombre de francophones, ce qui conduit donc à

une *sous-estimation* du poids démographique de cette minorité. La question du recensement mesure la langue parlée *le plus souvent* à la maison, et ne tient donc pas compte des cas où le français serait utilisé, mais moins souvent. De même, les gens peuvent garder un contact avec le français par l'intermédiaire des médias, des lectures, etc., même si cette langue n'est pas couramment parlée à domicile : on peut facilement imaginer cette situation ainsi que la précédente, dans les couples mixtes ou exogames. Enfin, le français peut être utilisé à l'extérieur du foyer, au travail, avec la famille et les amis, etc., mais cette dimension n'est pas captée par Statistique Canada : pour avoir une vue plus juste de la francophonie canadienne, on devrait ajouter des questions dans le questionnaire de recensement. O'Keefe conclut en disant que la très grande majorité des « assimilés » de langue maternelle française (96-97 %) peuvent encore parler le français !⁷

Au-delà de ces controverses à l'allure souvent technique, qui recouvrent cependant des réalités substantielles, que faut-il retenir de tous ces chiffres ? D'abord, qu'il n'est pas facile d'établir la taille exacte d'une communauté linguistique minoritaire. On peut aisément déterminer la population d'une ville ou d'une province, mais dès qu'on cherche à préciser le nombre de francophones dans une région mixte comme Saint-Jean, cela devient moins évident. Par ailleurs, et c'est là la deuxième leçon à retenir des statistiques historiques sur les francophones de Saint-Jean, on assiste à la construction progressive d'une masse critique qui permettra l'éclosion d'une prise de conscience communautaire, préalable aux luttes pour les droits et les institutions de la communauté minoritaire⁸. Dans les années 1990 suivra une période d'affirmation et de visibilité sans précédent des francophones dans le Grand Saint-Jean, marquée entre autres par l'instauration des soirées sociales hebdomadaires « 5 à 8 en ville⁹ », l'apothéose de la 17^e Finale des Jeux d'Acadie en juin 1996 (Saint-Jean avait déjà été l'hôte des Jeux régionaux en 1987), à laquelle au-delà de 1 300 bénévoles ont œuvré sans relâche pour faire de l'événement un succès incontesté¹⁰, et la participation toujours croissante aux festivals annuels : en juin 1998, on comptait plus de 3 000 entrées au Festival de la Baie française, et cette performance a été répétée au cours des éditions subséquentes du Festival. Les festivités entourant la Fête nationale de l'Acadie sont également très courues. En 1998, par exemple, elles comprenaient une quinzaine d'activités, la plupart au centre-ville. Ces activités publiques font connaître les francophones dans le Grand Saint-Jean, et cette présence accrue des francophones s'accompagne d'une plus grande *ouverture* des anglophones à la communauté francophone. Bien sûr, tout n'est pas encore parfait quant aux services offerts en français à Saint-Jean. Mais quel chemin parcouru depuis les années 1950 et 1960, époque où les gens n'osaient pas parler français en public de peur de se faire insulter ou pire encore... À l'heure actuelle, les édiles municipaux, de même que la plupart des grandes organisations offrant des services publics ou privés, reconnaissent non seulement l'existence de la communauté francophone mais les avantages de cette présence pour la région tout entière,

notamment sur le plan économique : c'est ainsi que Saint-Jean a pu attirer en 1996, tout comme Moncton l'avait fait depuis le début des années 1990 (voir Allain, 1998b), des centres d'appel d'envergure comme ceux de Xerox et d'Air Canada, en tablant sur une main-d'œuvre bilingue et l'existence d'institutions de langue française¹¹. Dans pareil contexte, les minorités francophones comme celle de Saint-Jean ne sont plus perçues comme une « nuisance » ou simplement tolérées : elles deviennent *un atout, une valeur ajoutée* pour le milieu¹².

Ces nouvelles entreprises ont pour effet d'accentuer et d'accélérer une transformation importante de la composition même de cette communauté. Longtemps perçue comme une ville de cols bleus (Poulin, 1987), Saint-Jean connaîtra au cours des années 1990 un déclin des emplois ouvriers – en raison notamment de la fin du méga-contrat fédéral des frégates au chantier naval – et la prolifération de nouveaux emplois de cols blancs dans le secteur des services, dans les domaines de la santé et de l'éducation, dans certains secteurs industriels de pointe tels l'ingénierie, l'informatique, la gestion (Beaudin et Boudreau, 1994) ainsi que chez de gros employeurs comme NBTel, Xerox et Air Canada.

Les transformations du tissu industriel et économique de la région entraînent d'importants changements au sein de la population francophone : Saint-Jean ayant troqué son statut de « Waltham du Nouveau-Brunswick »¹³ pour celui de région métropolitaine à l'économie moderne et diversifiée, le profil de la main-d'œuvre, et donc de la collectivité, se modifie en conséquence.

Des chercheurs ont souligné la « relation symbiotique » entre une communauté minoritaire et son environnement économique : si le groupe minoritaire contribue à l'économie de sa région et à son développement (ce que l'on semble reconnaître de plus en plus de la communauté francophone de Saint-Jean¹⁴), en retour, la bonne performance économique d'un milieu urbain peut jouer un rôle clé dans le maintien de la population, de la langue et du patrimoine du groupe minoritaire¹⁵. La vitalité sociale, culturelle, linguistique d'une communauté minoritaire ne peut donc être dissociée de la vigueur économique du milieu dans lequel elle s'insère.

L'histoire récente en capsule : trois grandes étapes dans l'évolution des francophones de Saint-Jean

Résumons brièvement le cheminement remarquable de la communauté francophone de Saint-Jean. Selon plusieurs sources, dont un haut fonctionnaire fédéral bien informé, on peut distinguer trois phases dans son évolution récente. Au cours de la première, qui irait jusqu'au milieu des années 1970, la communauté se cherchait une identité, un ancrage, un sentiment d'appartenance : à l'époque, de nombreuses familles s'installaient à Saint-Jean pour l'emploi mais retournaient régulièrement dans leur milieu d'origine (le comté de Kent et la Péninsule acadienne, principalement) les fins de semaine. Les liens familiaux et sociaux les reliaient bien davantage à l'exté-

rieur de la région ; ne disposant que de réseaux informels, les francophones à Saint-Jean n'occupaient qu'un espace marginal dans la ville, certains qualifiant de *quasi-clandestine* leur situation d'alors !¹⁶ Une activiste de l'époque, rencontrée à l'été 1998, racontait comment le Cercle français de Saint-Jean (un des organismes clés dans le développement d'une identité collective chez les francophones et dans la défense de leurs droits) tenait des « assemblées de cuisine » dans les maisons, au début des années 1970 : à son dire, les réunions regroupant chaque fois une douzaine de personnes étaient très intéressantes, mais « il fallait un peu se cacher de peur d'éventuelles représailles ».

La communauté allait se manifester de façon beaucoup plus visible quand, au milieu des années 1970, un petit groupe de parents concernés commencèrent une lutte acharnée en faveur d'une école française. En 1976, le groupe obtint à ces fins une ancienne école d'immersion, l'école King George, pour l'enseignement de cours en français, ce qui représentait une première victoire significative. Cette solution devait bientôt afficher ses limites à cause de la vétusté des installations et des problèmes d'espace. Le combat reprit de plus belle, cette fois pour l'obtention d'un centre scolaire-communautaire. Celui de Fredericton venait d'ouvrir ses portes en 1978, et constituait un modèle concret de ce qui était voulu pour assurer l'épanouissement de la communauté.

L'inauguration officielle du Centre, en 1985, marque l'amorce d'une deuxième phase : celle du développement de services scolaires et communautaires. Ainsi la communauté dispose-t-elle désormais d'un point de ralliement. La paroisse francophone, créée en 1981, peut y tenir ses cérémonies religieuses¹⁷. Les activités scolaires se greffent autour de l'école, qui offre, en plus des cours de la première à la 12^e année¹⁸, deux classes de maternelle et tout un éventail d'activités parascolaires allant des sports organisés aux manifestations culturelles. À la fin des années 1990, on ajoute une troisième classe de maternelle pour répondre à la demande croissante. Le volet communautaire du Centre multiplie quant à lui les interventions de toutes sortes : pensons aux services tels la Bibliothèque Le Cormoran, partagée avec l'école ; aux deux garderies, aux services de cafétéria et de banquet, auxquels se sont ajoutés en 1997-1998 le Centre Internet La Bonne Renommée et une vidéothèque française (la première à Saint-Jean !) ; aux événements organisés seuls ou en collaboration, comme la Fête nationale de l'Acadie, le Festival de la Baie française, les Soirées 5 à 8 ; à l'animation auprès des associations gravitant autour du Centre ; aux outils de communication, entre autres le journal *L'Étoile*, le bulletin *Ceki's passe* et la revue *L'Étoile de la Baie française*. La gamme des activités et des services s'étend au fil des ans¹⁹ et la participation en général augmente, deux bons signes de vitalité et de dynamisme.

Enfin, au cours des années 1990 et spécialement à partir du milieu des années 1990, on assiste à l'émergence d'une troisième phase. La communauté francophone déborde alors le cadre du Centre scolaire-communautaire²⁰ et accroît grandement sa visibilité (pensons à la Finale des Jeux d'Acadie en 1996, aux nombreux festivals, aux partenariats qui se multiplient avec la

communauté anglophone) ; elle devient ainsi un partenaire incontournable dans la région métropolitaine de Saint-Jean. Non seulement les francophones occupent dorénavant leur espace, prennent la place qui leur revient, mais, de plus en plus, les anglophones leur reconnaissent cette place, acceptent et respectent la légitimité de leur présence et de leur apport (la « valeur ajoutée ») à la vie du Grand Saint-Jean. Il s'agit là sans contredit d'une évolution significative, de l'étape du silence et de la simple survivance à celle du développement et de l'épanouissement évidente aujourd'hui. L'origine de cette évolution se trouve dans la persévérance et la détermination caractéristiques des francophones de Saint-Jean, dans la qualité et la solidité du leadership ainsi que dans la vitalité de leur réseau associatif.

Un réseau associatif dynamique

La vitalité d'une communauté ethnolinguistique minoritaire peut se mesurer de diverses façons : à son poids démographique à l'intérieur de la population totale dont elle fait partie ; au dynamisme linguistique dont elle fait preuve ; au rayonnement de ses activités socio-culturelles ; ou encore à son influence économique et politique. En sociologie, toute une littérature met l'accent sur la complétude et la solidité de l'infrastructure organisationnelle et associative (Breton, 1964, 1983, 1984 ; Allain, McKee-Allain et Thériault, 1993 ; Allain, 1996)²¹. Autrement dit, un des signes qui permette d'évaluer la vitalité d'une communauté minoritaire, c'est le nombre, la diversité et le dynamisme de ses associations.

Les francophones de la région de Saint-Jean se sont dotés, dès les années 1950, de quelques associations fortes. La tendance s'est accentuée au fil des décennies, jusqu'aux années 1980 et 1990, où nous assistons à une véritable explosion de la vie associative, tant par la quantité d'associations alors actives que par la variété de secteurs où elles œuvrent. Pas moins d'une cinquantaine d'organismes gravitent en effet présentement autour du Conseil communautaire, transformé à l'automne 1999 en Association régionale de la communauté francophone (ARCF) de Saint-Jean pour assurer une visibilité accrue et confirmer sa vocation associative.

Historiquement, la petite taille de la communauté francophone de Saint-Jean ne pouvait soutenir une vie associative forte, la masse critique de la population n'étant pas atteinte. Ce n'est que dans les années 1940 et 1950 que l'on est parvenu à nombre suffisant (environ 4 000 en 1941, et 5 000 en 1951). Pourtant, deux associations à vocation socio-économique étaient apparues dès les années 1910 : une succursale de la Société mutuelle l'Assomption, qui organisait aussi des activités socio-culturelles, et une coopérative d'achat. Plus tard, deux associations à caractère religieux voient le jour, la Société de la Bienheureuse Vierge Marie, en 1943, et un chapitre local du Tiers-Ordre de Saint-François, en 1954. Puis apparaissent deux organismes qui vont œuvrer principalement pour l'organisation d'activités sociales : le Cercle Champlain, en 1959, et le Club Richelieu, en 1964.

C'est pourtant au cours des années 1970 et 1980 que nous assistons à la plus grande floraison de groupes de toutes sortes, dans le sillage des luttes pour l'obtention d'une école française d'abord, puis à la suite de l'ouverture du Centre scolaire-communautaire Samuel-de-Champlain. Les choses se mettent en branle en 1972, par suite de l'établissement du Comité régional de la Société des Acadiens du Nouveau-Brunswick ainsi que du Cercle français, deux organismes qui seront au cœur des revendications de la communauté francophone de Saint-Jean et de ses nombreuses démarches pour l'obtention de sa propre école.

L'ouverture de la première école française, en 1976, entraîne l'apparition de tout un lot de nouveaux groupes : le Foyer école de Saint-Jean, le Cercle 20 de l'AEFNB, le Conseil français 6790 des Chevaliers de Colomb et, déjà, le Comité pour un centre scolaire-communautaire. D'autres s'ajouteront par la suite : le Comité organisateur du premier Festival acadien, en 1980, ainsi que le Club d'âge d'or Arc-en-ciel ; en 1981, le Club de badminton, le Conseil scolaire de langue française, et la paroisse Saint-François-de-Sales. En juin 1981, un rapport énumérait onze organismes francophones, regroupant au-delà de 5 000 membres (pas toutes des personnes différentes, puisque le même individu pouvait appartenir à plus d'un groupe).

En 1982 naît le Mouvement scouts-guides, suivi en 1983 par la fondation de la section locale d'Activités Jeunesse, du Cercle de l'AEFNB du Conseil scolaire francophone n° 52 et du Cercle des Dames d'Acadie de Saint-Jean.

L'année 1984 représente une date historique pour les francophones de la région, puisqu'elle donne lieu à l'ouverture du Centre scolaire-communautaire. C'est l'aboutissement d'efforts déployés sans relâche par la communauté depuis l'ouverture de l'école française en septembre 1976. C'est aussi le catalyseur qui mènera à la création d'une nouvelle génération d'organismes francophones : la Bibliothèque Le Cormoran, la troupe de danse folklorique La Marée dansante, le Conseil étudiant, le Conseil français 9029 des Chevaliers de Colomb. En 1985-1986, sept modules de programmation culturelle sont mis sur pied, de même que l'Association sportive Samuel-de-Champlain. On trouve dans *Le Rêve éveillé*, le journal de l'ouverture officielle du Centre scolaire-communautaire Samuel-de-Champlain en mai 1985, une liste et une description des 27 organismes alors en existence. Dans le rapport de Poulin (1987) sur les centres scolaires-communautaires du Nouveau-Brunswick, celui de Saint-Jean remporte la palme quant au nombre d'associations (31), le Carrefour Beausoleil de Newcastle (aujourd'hui Miramichi) n'en comptant que 20, et le Centre Sainte-Anne de Fredericton, 19. Une telle statistique n'est qu'indicative, évidemment : elle ne nous dit rien du degré de vitalité de ces organismes ni de la portée de leurs activités. Néanmoins, il est instructif de noter qu'avec un bassin de population francophone à peu près équivalent à celui du Centre Sainte-Anne (établi six ans avant, en 1978), le Centre Samuel-de-Champlain se démarque déjà ainsi en 1987.

Les années 1980 s'achèvent sur la formation de deux nouveaux groupes, dont le Comité organisateur des Jeux régionaux de la société des Jeux

d'Acadie, en 1986-1987. Ce comité mobilisera plusieurs centaines de bénévoles et l'expérience servira de répétition générale pour la grande Finale des Jeux d'Acadie, en juin 1996. La réussite éclatante de ces derniers en fera d'ailleurs un événement marquant de l'histoire récente de la communauté francophone de Saint-Jean et contribuera fortement à renforcer la fierté et à la confiance de cette population en ses capacités. L'année 1989 verra la création d'un Comité local du Conseil économique du Nouveau-Brunswick, l'organisme regroupant les gens d'affaires francophones de la province. Un rapport exhaustif sur la situation en 1990 décrit une collectivité dotée d'une panoplie d'organisations de taille diverse, actives dans toute une série de secteurs (scolaire, socio-culturel, religieux, sportif ou communautaire) (Poulin, 1990).

L'émergence de nouvelles associations francophones à Saint-Jean au cours des dernières années témoigne de façon évidente du dynamisme continu de la communauté. L'année 1997-1998, par exemple, verra l'apparition de quatre nouveaux groupes : le Comité de gestion du Centre Internet la Bonne Renommée, le Comité organisateur du Festival de la Baie française, le Club des investisseurs et le Comité conjoint (avec le Bureau de commerce) pour l'avenir du bilinguisme à Saint-Jean (qui deviendra un an plus tard le Comité Avantage Saint John Advantage). En même temps que ces nouvelles créations, un organisme ayant déjà existé fait peau neuve : l'ancien Club Richelieu devient le Club Richelieu Françoise-M. Jacquelin. Et ça continue : en 1998-1999, nouvelle percée dans le domaine économique, par suite de la création de la Société des gens d'affaires et des professionnels francophones, qui comprend une cinquantaine de membres.

Quel bilan tirer de tout cela ? D'abord, le secteur associatif est clairement en croissance. En 1981, on dénombrait 11 associations regroupant 5 740 membres. Il faut cependant prendre ce dernier chiffre avec un grain de sel, puisqu'à peu près toute la population francophone y était incluse : rappelons que ces données visaient à justifier le besoin d'un centre scolaire-communautaire... Une estimation plus réaliste situerait le nombre autour de 1 200. En 1990, on dénombre 19 organismes comptant au total 2 300 membres (Poulin, 1990). En 1999-2000, on retrouve pas moins de 50 groupes comptant 3 330 membres.

En vingt ans, il s'agit d'une progression notable : le nombre de personnes qui s'engagent a presque triplé depuis 1981 (si l'on utilise l'estimation plus réaliste pour cette année), alors que le nombre de groupes a quintuplé. Mais il y a plus : non seulement retrouve-t-on maintenant plus d'associations, mais celles-ci se sont diversifiées et répondent à une gamme plus large d'intérêts et de besoins, en offrant un éventail plus varié de services et d'activités. La taille des regroupements devient cependant plus limitée. On peut y voir une belle illustration de la condition postmoderne, avec ses caractéristiques d'individualisation et de fragmentation (Allain, McKee-Allain et Thériault, 1993 ; Kumar, 1995 ; Lyon, 1994) ou de segmentation (Johnson et McKee-Allain, 1999). Nous pourrions également y percevoir une communauté qui se dote

d'une complétude institutionnelle et d'une capacité organisationnelle (Breton, 1964, 1983, 1984) ; bref, une communauté qui se prend en main !

Notons enfin trois nouvelles tendances depuis la fin des années 1990. Les leaders de la communauté semblent manifester un esprit davantage entrepreneurial, comme en témoignent la formation du Club des investisseurs et surtout la mise sur pied de la Société des gens d'affaires et professionnels francophones du Saint-Jean métropolitain. Depuis 1998, le Conseil communautaire (maintenant l'Association régionale communautaire) a collaboré avec la Société des Acadiens et Acadiennes du Nouveau-Brunswick, pour produire un *Bottin des services bilingues* dans la région de Saint-Jean : l'édition 2000 comprend plus de 460 entreprises offrant des services dans les deux langues. Le leadership francophone établit des partenariats avec la ville de Saint-Jean et avec des agences économiques régionales : pensons au comité conjoint sur le bilinguisme, où siègent avec les représentants francophones, des édiles municipaux et des chefs d'entreprise. Le directeur général du Centre scolaire-communautaire a signé pendant deux ans des chroniques en français dans le bulletin mensuel anglophone de la Chambre de commerce locale. Ce sont là des initiatives modestes, mais elles auraient été impensables auparavant. Nous revenons à la fameuse « valeur ajoutée » attribuée désormais aux francophones pour leur apport à la communauté globale de Saint-Jean. Cela rejoint aussi les nouvelles orientations analytiques dans l'étude des groupes minoritaires, qui insistent davantage maintenant sur l'apport de ces groupes à l'édification de la société environnante, plutôt qu'uniquement sur les caractéristiques qui les distinguent – et les isolent (Lapointe et Thériault, 1999).

Rappelons enfin l'extension territoriale des activités de la communauté francophone, qui débordent le Centre pour s'installer au centre-ville ou à l'échelle de la région. Nous pourrions citer à cet égard les Fêtes entourant le 15 août, les soirées hebdomadaires 5 à 8 et le Festival de la Baie Française, qui enregistre en moyenne 3 000 entrées depuis sa première édition en 1998. Dans la deuxième moitié des années 1990, le Conseil communautaire avait comme devise « Se créer et occuper un espace francophone dans le Grand Saint-Jean ». Force est de reconnaître que les moyens ont été pris pour réaliser cet objectif et qu'il a été au moins partiellement atteint.

Conclusion : la communauté francophone de Saint-Jean à l'aube du troisième millénaire

Le 21 octobre 1999, en conférence de presse, était dévoilée la nouvelle identité de l'organisme chargé de promouvoir le développement de la communauté francophone de Saint-Jean. Le Conseil communautaire Samuel-de-Champlain, qui avait été le maître d'œuvre des progrès accomplis depuis quinze ans, décidait de faire peau neuve et de prendre un nouveau nom, à l'aube du XXI^e siècle : celui d'Association régionale de la communauté francophone de Saint-Jean. Plusieurs facteurs, internes et externes, sont à l'origine de ce changement. Même si le Conseil communautaire avait été le grand

responsable des diverses initiatives rassemblant les francophones de Saint-Jean, il demeurerait peu connu dans l'ensemble de la population (Hawkins, 1999), y compris parmi certains francophones. Il fallait aussi dissiper les malentendus fréquents entre trois entités portant toutes le nom Samuel-de-Champlain : le Centre scolaire, le Centre communautaire et le Conseil communautaire (Gagnon, 1999).

Mais il y a plus ici qu'un changement de nom : les artisans de ce renouveau parlent de repositionnement dans une optique carrément proactive. En plus de renforcer la voix des francophones et d'augmenter leur visibilité, le nouvel organisme définit six secteurs prioritaires d'intervention. La nouvelle orientation sert à clarifier et à consolider des champs d'action déjà investis (le social, le culturel, les infrastructures...), tout en élargissant le cadre d'intervention de certains secteurs, comme la représentation, et en imprimant de nouvelles directions dans des secteurs tels que la jeunesse et l'économie.

Quel impact auront ces changements organisationnels ? Seul le temps pourra le dire. Chose certaine, si le passé est garant de l'avenir, on peut envisager avec optimisme ce renouvellement, qui constitue la plus récente étape dans le cheminement de la communauté francophone de Saint-Jean. Les responsables se donnent comme objectif ambitieux de « donner aux francophones du Saint-Jean métropolitain le meilleur niveau de vie au Nouveau-Brunswick », rien de moins ! Un nouveau programme de membership a pour but d'accroître le nombre de membres (individuels, familiaux, corporatifs et associatifs) et de créer un Fonds de l'avenir pour assurer le financement à long terme des activités. Voilà bien une vision proactive, résolument tournée vers l'avenir.

Il reste bien sûr de grands défis à surmonter. Un des principaux, comme dans tous les milieux, c'est d'assurer la relève. Certains leaders militent depuis longtemps et, tout en continuant de profiter de leur expérience et de leurs habiletés, il convient d'ouvrir la porte aux jeunes afin d'insuffler du sang neuf. Des initiatives ont d'ailleurs commencé à être prises en ce sens.

Cette obligation de « recrutement perpétuel » déborde le cadre associatif et concerne l'ensemble de la communauté francophone de la région. À cause de la grande mobilité de la population, attribuable notamment aux transformations de la structure économique de Saint-Jean, il existe là une fluidité démographique qu'on ne trouve pas ailleurs, sinon dans le Moncton métropolitain. Chaque année, des individus et des familles quittent la région, alors que d'autres arrivent de l'extérieur, dont bon nombre de francophones. Le défi est de les rejoindre pour les accueillir et les intégrer, en l'absence de médias locaux francophones²². Ce n'est certes pas une tâche facile dans un centre métropolitain où les francophones sont en minorité. Qu'à cela ne tienne : la communauté francophone de Saint-Jean a déjà relevé bien d'autres défis. Chose certaine, par ses nombreuses luttes pour assurer son développement et prendre sa juste place à Saint-Jean, la communauté francophone a non seulement construit les assises de son épanouissement comme groupe minoritaire, mais elle a contribué à diversifier et à enrichir la vieille ville portuaire²³

« loyaliste », qui vante maintenant sa population bilingue afin d'attirer des entreprises. Au-delà d'une telle stratégie de développement économique, les leaders anglophones semblent reconnaître de plus en plus la valeur, du point de vue de la qualité de vie sociale et culturelle, d'un milieu pluraliste et dynamique. Et tout cela, parce que la communauté francophone a décidé, au cours des années 1970 et dans les décennies qui ont suivi, de s'affirmer et de se tenir debout.

BIBLIOGRAPHIE

ALLAIN, Greg (1996), « Fragmentation ou vitalité ? Les nouveaux réseaux associatifs dans l'Acadie du Nouveau-Brunswick », dans Benoît CAZABON (dir.), *Pour un espace de recherche au Canada français : discours, objets et méthodes*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, p. 93-125.

ALLAIN, Greg (1997), « Le Congrès mondial acadien de 1994 : réseaux, conflits, réalisations », *Revue de l'Université de Moncton*, vol. 30, n° 2, mai, numéro spécial sur « Mutations sociales et sciences humaines », p. 141-159.

ALLAIN, Greg (1998a), « Le Congrès mondial acadien : regards sur la participation aux Conférences, bilan et enjeux des Retrouvailles », dans Gratien ALLAIRE et Anne GILBERT (dir.), *Francophonies plurielles : communications choisies*, Sudbury, Institut franco-ontarien, p. 139-162.

ALLAIN, Greg (1998b), « L'entrepreneuriat minoritaire et le développement économique : le rôle des gens d'affaires acadiens dans la croissance de Moncton », communication présentée au colloque « Centralité de la Marginalité », 66^e Congrès annuel de l'ACFAS, Université Laval, 14-15 mai 1998, à paraître dans les actes du Colloque.

ALLAIN, Greg (2001), « La société acadienne en réseaux : trois études de cas dans les domaines sportif, des affaires et de l'Acadie mondiale », communication présentée au colloque « La Francophonie internationale et la mondialisation : un univers de réseaux », Université de Moncton, 25-26 mars 1999, *Revue de l'Université de Moncton*, numéro hors série, p. 309-326.

ALLAIN, Greg et Maurice BASQUE (2001), *De la survivance à l'effervescence : portrait historique et sociologique de la communauté acadienne et francophone de Saint-Jean, Nouveau-Brunswick*, Saint-Jean, Association régionale de la Communauté francophone de Saint-Jean.

ALLAIN, Greg et Martin MUJICA (1996), « Profil des participants et participantes aux Conférences du Congrès mondial acadien », dans *Le Congrès mondial acadien : l'Acadie en 2004. Actes des conférences et des tables rondes*, Moncton, Éditions d'Acadie, p. 659-681.

ALLAIN, Greg, Isabelle McKEE-ALLAIN et J.-Yvon THÉRIAULT (1993), « La société acadienne : lectures et conjonctures », dans Jean DAIGLE (dir.), *L'Acadie des Maritimes : études thématiques des débuts à nos jours*, Moncton, Chaire d'études acadiennes, Université de Moncton, p. 341-385.

ALLAIRE, Gratien (1999), *La francophonie canadienne : portraits*, Québec et Sudbury, CIDEF-AFI et Prise de parole.

BASLINE MARKET RESEARCH LTD. (1994), *Final Report : Needs Assessment and Business Opportunities Study of the Fundy Region*, Saint John, October 7.

BASQUE, Maurice (1991), *Entre baie et péninsule : histoire de Néguaq*, Néguaq (N.-B.), Village de Néguaq.

BEAUDIN, Maurice (1998), « L'apport d'une minorité à sa région : les Acadiens du Sud-Est du Nouveau-Brunswick », dans Albert BRETON (dir.), *Langue et bilinguisme : les approches économiques*, Ottawa, Patrimoine Canadien, p. 249-284.

BEAUDIN, Maurice (1999), « Les Acadiens des Maritimes et l'économie », dans J.-Yvon THÉRIAULT (dir.), *Francophonies minoritaires au Canada : l'état des lieux*, Moncton, Les Éditions d'Acadie, p. 239-264.

BEAUDIN, Maurice et René BOUDREAU (1994), *État de la francophonie hors Québec en 1991*, Moncton, Institut canadien de recherche sur le développement régional, mai.

BEAUDIN, Maurice, René BOUDREAU et George DeBENEDETTI (1997), *Le dynamisme socio-économique des communautés de langue officielle*, Ottawa, Patrimoine canadien.

BERGERON, Pierre (1998), « La minorité française de l'Ontario entre la clandestinité, la dilution et

- l'indifférence », dans François-Pierre GINGRAS (dir.), *Entre l'arbre et l'écorce : actes du colloque tenu à l'Université d'Ottawa le 7 mars 1997*, Ottawa, Centre de recherche en civilisation canadienne-française, p. 71-78.
- BRETON, Raymond (1964), « Institutional completeness of ethnic communities and the personal relations of immigrants », *American Journal of Sociology*, vol. 70 (juillet), p. 193-205.
- BRETON, Raymond (1983), « La communauté ethnique, communauté politique », *Sociologie et sociétés*, vol. 15, n° 2, p. 23-37.
- BRETON, Raymond (1984) « Les institutions et les réseaux d'organisation des communautés ethnoculturelles », dans *État de la recherche sur les communautés francophones hors Québec : actes du premier colloque national des chercheurs*, Ottawa, 9, 10 et 11 novembre 1984, Fédération des francophones hors Québec, p. 4-20.
- CARDINAL, Linda (1997), *L'engagement de la pensée. Écrire en milieu minoritaire francophone au Canada*, Ottawa, Le Nordir.
- CARDINAL, Linda, Jean LAPOINTE et J.-Yvon THÉRIAULT (1988), *La communauté francophone de Welland : la minorité francophone de Welland et ses rapports avec les institutions*, Rapport d'étude présenté au Bureau du commissaire aux langues officielles, Département de sociologie, Université d'Ottawa.
- CARDINAL, Linda, Jean LAPOINTE et J.-Yvon THÉRIAULT (1994), *État de la recherche sur les communautés francophones hors-Québec : 1980-1990*, Ottawa, Centre de recherche en civilisation canadienne-française.
- CARDINAL, Linda, Lise KIMPTON, Jean LAPOINTE, Uli LOCKER et J.-Yvon THÉRIAULT (1994), *L'épanouissement des communautés de langue officielle : la perspective de leurs associations communautaires*, Secrétariat d'État du Canada et Commissariat aux langues officielles.
- CHARBONNEAU, Paul M. (1992), *Contre vents et marées : l'histoire des francophones de Terre-Neuve et du Labrador*, Moncton, Les Éditions d'Acadie.
- COTNAM, Jacques, Yves FRENETTE et Agnès WHITFIELD (dir.) (1995), *La francophonie ontarienne : bilan et perspectives de recherche*, Ottawa, Le Nordir.
- COUTURE, Claude (2001), « La disparition inévitable des francophones à l'extérieur du Québec : un fait inéluctable ou le reflet d'un discours déterministe? », *Francophonies d'Amérique*, n° 11, p. 7-18.
- DAIGLE, Jean (dir.) (1993), *L'Acadie des Maritimes : études thématiques des débuts à nos jours*, Moncton, Chaire d'études acadiennes, Université de Moncton.
- De BENEDETTI, George (1994), « Saint John : Are its strengths its weaknesses? », dans George J. De BENEDETTI et Rodolphe H. LAMARCHE (dir.), *Shock Waves : The Maritime Urban System in the New Economy*, Moncton, Institut canadien de recherche sur le développement régional, p. 207-229.
- GAGNON, Charles-Antoine (1999), « Les francophones de Saint-Jean misent sur une visibilité accrue », *L'Acadie nouvelle*, 22 octobre, p. 8.
- GAGNON, Philippe (1993), « Une enclave acadienne en territoire loyaliste », *L'Acadie nouvelle*, 20 avril.
- GAUTHIER, Benoit (dir.) (1997), *Recherche sociale : de la problématique à la collecte de données*, 3^e éd., Saint-Foy, PUQ.
- GILBERT, Anne (1999), *Espaces franco-ontariens*, Ottawa, Les Éditions du Nordir.
- GILBERT, Anne et André PLOURDE (dir.) (1996), *L'Ontario français, valeur ajoutée ? Actes du colloque tenu à l'Université d'Ottawa le 26 avril 1996*, Ottawa, Centre de recherche en civilisation canadienne-française.
- GINGRAS, François-Pierre (dir.) (1998), *Entre l'arbre et l'écorce : actes du colloque tenu à l'Université d'Ottawa le 7 mars 1997*, Ottawa, Centre de recherche en civilisation canadienne-française.
- HAWKINS, Mike (1999), « Saint John school, community centre get new identity », *Times & Transcript*, October 25, p. A4.
- HÉBERT, Yvonne (1998), « Vivre sa francophonie au temps de l'illégalité », dans Gratien ALLAIRE et Anne GILBERT (dir.), *Francophonies plurielles : communications choisies*, Sudbury, Institut franco-Ontarien, p. 295-316.
- JACKSON, John D. (1988), *Community & Conflict : A Study of French-English Relations in Ontario*, Revised edition, Toronto, Canadian Scholars Press Inc.
- JAENEN, Cornelius J. (dir.) (1993), *Les Franco-Ontariens*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa.
- JOHNSON, Marc et Isabelle McKEE-ALLAIN (1999), « Société et identité acadiennes contemporaines », dans J.-Yvon THÉRIAULT (dir.), *Francophonies minoritaires au Canada : l'état des lieux*, Moncton, Les Éditions d'Acadie, p. 209-235.
- LAMARRE, Jules (2000), « Les Jeux de l'Acadie et le Québec », dans Fernand HARVEY et Gérard BEAULIEU (dir.), *Les relations entre le Québec et l'Acadie : de la tradition à la modernité*, Québec, Éditions de l'IQRC et Moncton, Éditions d'Acadie, p. 277-295.
- LAPOINTE, Jean et J.-Yvon THÉRIAULT (1999), « La sociologie et les francophonies minoritaires au Canada », dans J.-Yvon THÉRIAULT (dir.), *Francophonies minoritaires au Canada : l'état des lieux*, Moncton, Éditions d'Acadie, p. 193-207.
- « Lorsqu'une communauté minoritaire se donne une église », Dossier (1998) *L'Étoile de la Baie française*, vol. 1, n° 1.

La communauté francophone de Saint-Jean, Nouveau-Brunswick

- MAXWELL, T. R. (1971), « La population d'origine française de l'agglomération métropolitaine de Toronto », *Recherches sociographiques*, vol. 12, p. 319-344.
- O'KEEFE, Michael (1998), *Minorités francophones : assimilation et vitalité des communautés*, Ottawa, Patrimoine canadien.
- PATRIMOINE CANADIEN (1997), *Langues officielles et économie*, Ottawa.
- POULIN, Pierre (1987), *Évaluation du protocole d'entente Canada-Nouveau-Brunswick sur les centres scolaires-communautaires, Rapport final*, 3 décembre.
- POULIN, Pierre (1990), *Centre communautaire Samuel-de-Champlain, Plan quinquennal : Rapport final*, 18 décembre.
- RAVAULT, Jean-René (1977), *La francophonie clandestine ou de l'aide du Secrétariat d'État aux communautés francophones hors Québec de 1968 à 1976*, Ottawa, juin.
- RAVAULT, Jean-René (1998), « Vingt ans après... la francophonie est-elle encore clandestine? », dans François-Pierre GINGRAS (dir.), *Entre l'arbre et l'écorce : actes du colloque tenu à l'Université d'Ottawa le 7 mars 1997*, Ottawa, Centre de recherche en civilisation canadienne-française, p. 27-69.
- RAYSIDE, David M. (1991), *A Small Town in Modern Times : Alexandria, Ontario*, Montréal et Kingston, McGill Queen's University Press.
- ROSS, Sally et Alphonse DEVEAU (1995), *Les Acadiens de la Nouvelle-Écosse hier et aujourd'hui*, Moncton, Les Éditions d'Acadie.
- ROY, Muriel K. (1993), « Démographie et démolinguistique en Acadie, 1871-1991 », dans Jean DAIGLE (dir.), *L'Acadie des Maritimes : études thématiques des débuts à nos jours*, Moncton, Chaire d'études acadiennes, Université de Moncton, p. 141-206.
- STEBBINS, Robert A. (1994), *The Franco-Calgarians : French Language, Leisure, and Linguistic Life-style in an Anglophone City*, Toronto, University of Toronto Press.
- STEBBINS, Robert A. (2000), *The French Enigma: Survival and Development in Canada's Francophone Societies*, Calgary, Detselig Enterprises.
- THÉRIAULT, J.-Yvon (1995), *L'identité à l'épreuve de la modernité : écrits politiques sur l'Acadie et les francophonies canadiennes minoritaires*, Moncton, Éditions d'Acadie.
- THÉRIAULT, J.-Yvon (dir.) (1999), *Francophonies minoritaires au Canada : l'état des lieux*, Moncton, Éditions d'Acadie.
- WELCH, David (1993), « Formes socio-historiques et identité franco-ontarienne dans le nord-est de l'Ontario. Étude socio-historique de développement économique », *Égalité*, n° 34 (automne), p. 45-80.
- WELCH, David (1997), « The Franco-Ontarian Community Under the Harris Counter-Revolution », dans Diana RALPH, André RÉGIMBALD et Néré SAINT-AMAND (dir.), *Mike Harris's Ontario : Open for Business, Closed to People*, Halifax, Fernwood Publishing, p. 122-133.

NOTES

-
1. Un économiste qualifie même Saint-Jean de « cœur manufacturier des Maritimes » (DeBenedetti, 1994).
 2. Baseline Market Research, 1994. Les statistiques sur les communautés minoritaires sont notoirement difficiles à établir et dépendent étroitement de l'indicateur linguistique du recensement du Canada retenu. La région métropolitaine de Saint-Jean compte une population d'environ 100 000 personnes depuis plusieurs années. En 1990, un analyste recense 13 500 personnes d'origine ethnique française d'après le bottin téléphonique (Poulin, 1990, p. 30), ce qui placerait les francophones à 13,5 % de la population totale. Le recensement du Canada de 1996 dénombre 5 220 personnes de langue maternelle française (5,2 %), et 2 300 chez qui le français est la langue d'usage (2,3 %).
 3. Le contenu et parfois la formulation du présent article s'inspirent largement de la partie sociologique du livre. L'auteur tient à remercier ses collègues Gratien Allaire, Frank McMahon et Paul Dubé, pour leurs commentaires utiles sur une version préliminaire de ce texte.
 4. La formule des centres scolaires-communautaires (CSC) serait une innovation néo-brunswickoise en matière de structuration de l'espace institutionnel francophone minoritaire : le concept apparaît avec l'ouverture du CSC Sainte-Anne de Fredericton en 1978, suivi de celui de Saint-Jean en 1985 et du Carrefour Beausoleil à Miramichi, en 1986. Trois autres verront le jour en Atlantique par la suite : le CSC de Sainte-Anne de la

Grand'Terre à Saint-Jean, Terre-Neuve, en novembre 1989 ; le Carrefour du Grand-Havre à Dartmouth, en 1991 ; le Carrefour de l'Isle Saint-Jean à Charlottetown, en mai 1992 (Cardinal *et al.*, 1994, p. 23-24). Le CSC de Saint-Jean figure donc parmi les pionniers dans ce domaine.

5. La recherche sur les francophonies canadiennes minoritaires connaît un essor certain depuis les années 1990, que ce soit sur le plan national (pensons à Thériault, 1999 ; Allaire, 1999 ; Stebbins, 2000 ; Cardinal, 1997 ; Cardinal *et al.*, 1994) ou sur un plan plus limité, comme l'Acadie (Daigle, 1993 ; Thériault, 1995) ou l'Ontario francophone (Cotnam *et al.*, 1995 ; Jaenen, 1993 ; Gilbert, 1999). Mais au-delà des travaux scientifiques, la quête des racines et le désir de se représenter son histoire constituent des phénomènes socio-culturels très importants ces dernières années, particulièrement chez les groupes minoritaires. Pensons à la multitude de monographies paroissiales ou de villages parues depuis quinze ans au Nouveau-Brunswick (par exemple, Basque, 1991), aux ouvrages décrivant l'évolution historique de minorités francophones provinciales (comme Charbonneau, 1992, sur les francophones de Terre-Neuve et du Labrador, et Ross et Deveau, 1995, sur les Acadiens de la Nouvelle-Écosse), ainsi qu'au succès éclatant des Retrouvailles de familles lors du Congrès mondial acadien dans le Sud-Est du Nouveau-Brunswick à l'été 1994 (pour une analyse de l'événement et de ses répercussions, voir Allain, 1997, 1998a, 2002, et Allain et Mujica, 1996).

6. Un exemple : la recherche sur la minorité francophone du comté de Prince, à l'Île-du-Prince-Édouard (Beaudin, Boudreau et DeBenedetti, 1997).

7. Pour une analyse critique du discours déterministe de certains démolinguistes, voir Couture (2001).

8. Il ne faut surtout pas oublier que les chiffres à eux seuls ne suffisent pas à mesurer complètement la vitalité d'une communauté minoritaire (O'Keefe, 1998) : il faut aussi prendre en compte sa *complétude institutionnelle* et sa *capacité organisationnelle*, pour reprendre les concepts du sociologue Raymond Breton (1964, 1983, 1984) (voir Allain, 1996).

9. L'activité apparaît en 1991 comme « le social du dernier vendredi du mois » et se tient alors au Centre. Deux ans plus tard, lors du Franco-frolic, on la rebaptise « Soirée 5 à 8 » et on se met à la tenir dans un bar du centre-ville. En 1993-1994, les 22 soirées totalisent 783 entrées. En 1999-2000, on a tenu 33 rencontres totalisant plus de 1 000 entrées.

10. La Finale des Jeux d'Acadie en 1996 nécessiterait un traitement particulier, si nous voulions rendre justice à l'immense contribution de la communauté à la préparation et au déroulement de l'événement : à peu près tout le monde était mobilisé pour en assurer la réussite. Nos entrevues confirment qu'il s'est agi là d'un grand moment pour les francophones de Saint-Jean. Le sentiment de solidarité manifesté dans l'organisation et lors de la Finale elle-même ainsi que la fierté profonde résultant du succès éclatant des efforts consentis à ce beau projet demeurent encore ancrés dans la mémoire collective. Les sociologues aiment dire qu'une communauté, ça se construit : nous en trouvons un exemple patent ici. Sur la Finale des Jeux d'Acadie à Saint-Jean, voir le Cahier spécial de *L'Acadie nouvelle* paru le 7 juillet 1996. Rappelons qu'à l'origine, les Jeux d'Acadie se sont fortement inspirés des Jeux du Québec : voir là-dessus l'analyse de Lamarre (2000).

11. L'arrivée de ces nouvelles entreprises comptant chacune plus de 600 employés et employées bilingues, ainsi que l'expansion de certaines autres où travaillent bon nombre d'Acadiens et d'Acadiennes (comme la raffinerie Irving), laissent présager un accroissement de la population francophone à Saint-Jean d'après le recensement du Canada de 2001.

12. Voir là-dessus les propos de Jean-Bernard Lafontaine, haut fonctionnaire fédéral (Patrimoine canadien, 1997, p. 253). On trouvera aussi l'expression dans Gilbert et Plourde (1996) et dans Beaudin (1999).

13. Au sens de pôle urbain et industriel attirant des Acadiens et des Acadiennes provenant de régions économiquement défavorisées : ces migrations vers la Nouvelle-Angleterre, à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e (et Waltham, dans l'État du Massachusetts, représentait une destination privilégiée), ont décimé plusieurs régions acadiennes du Nouveau-Brunswick en les privant de leurs ressources humaines les plus jeunes et les plus dynamiques. Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, Saint-Jean a exercé ce même rôle, et particulièrement depuis 1990 (voir Allain, 1998b). Ce phénomène n'est pas propre au Nouveau-Brunswick : Welch (1993, 1997) parle de l'émigration massive des Franco-Ontariens et des Franco-Ontariennes des régions rurales vers les centres urbains et industriels d'abord du Nord de l'Ontario puis ensuite du Sud de la province, dans la période de l'après-guerre.

14. La communauté acadienne et francophone du Moncton métropolitain jouit depuis une dizaine d'années de ce type de reconnaissance : voir Allain, 1998b. Pour sa part, Beaudin (1998) a bien montré l'apport de la communauté acadienne à la croissance économique du Sud-Est du Nouveau-Brunswick ces dernières années (voir aussi Beaudin, 1999).

15. Sur cette relation réciproque entre un groupe minoritaire et son milieu économique, on pourra consulter Beaudin, Boudreau et DeBenedetti, 1997, p. 114.

16. Le terme fut popularisé dans un rapport présenté par Jean-René Ravault (1977) au Secrétariat d'État, qui ne portait cependant pas de façon spécifique sur le cas de Saint-Jean ; voir aussi Ravault (1998) et Bergeron (1998). Dans certains cas extrêmes, comme au Manitoba quand l'enseignement du français était interdit, de 1916 à 1947, les gens devaient vivre leur francophonie non seulement dans la clandestinité, mais dans l'illégalité !

La communauté francophone de Saint-Jean, Nouveau-Brunswick

(Hébert, 1998).

17. Il faudra attendre quinze ans pour voir l'aboutissement d'un projet cher à une partie importante de la communauté francophone de Saint-Jean : la construction de sa propre église, inaugurée à l'automne 1998 (voir le dossier qui lui est consacré dans la revue des membres du Conseil communautaire Samuel-de-Champlain, *L'Étoile de la Baie française*, vol. 2, n° 1, printemps 1999).

18. Lorsque la première école française ouvrit à l'automne 1976, 34 élèves y étaient inscrits en première année, la seule offerte : comme on offrait une année scolaire de plus chaque année, la progression se fit rapidement. En 1984-1985, il y avait 315 élèves, en 1991-1992, 429, et en septembre 2000, 480.

19. On sait que dans toute organisation, le nombre et la gamme d'activités et de services offerts dépendent étroitement des ressources dont on dispose. Le budget annuel du Conseil communautaire a connu une croissance fulgurante, passant de 150 000 \$ en 1984-1985 à 1,7 million de dollars en 1999-2000 ; pendant la même période, les membres du personnel à plein temps passaient de 8 à 40. Autre aspect à souligner : la progression constante de l'autofinancement, qui compte pour 60 % du budget de fonctionnement en 1999-2000.

20. Les premières années de celui-ci consisteront essentiellement à offrir les services de base comme l'école, le développement communautaire, à roder les mécanismes, à étendre la gamme des services et des activités. Durant toute cette période, et c'est parfaitement normal, le Centre s'imposait comme le point de mire de la communauté. Il y avait pourtant un danger, puisque le Centre pouvait devenir un *refuge*, un lieu familier où les francophones pouvaient « oublier » la difficile intégration dans leur langue dans la région de Saint-Jean. Plusieurs personnes interviewées à l'été 1998 nous ont confirmé ce fait. Dans son rapport de 1987, le sociologue Pierre Poulin disait que « Le Centre est devenu "une petite ville francophone" » (Poulin, 1987, p. 53), et dans un rapport subséquent, il mentionnait que le Centre donnait « un peu l'impression d'être un ghetto et replié sur lui » (Poulin, 1990, p. 297). Cette situation a changé depuis, en raison des efforts déployés pour accroître la pénétration des activités et des services dans le milieu. Aujourd'hui, le Centre joue encore un rôle important, mais les manifestations collectives ne s'y limitent plus : c'est le sens à donner au « débordement » des activités francophones dans la ville.

21. On trouvera une analyse approfondie du phénomène associatif et de sa portée, ainsi qu'une bibliographie détaillée, dans Allain (1996).

22. Les responsables de l'ARCF de Saint-Jean travaillent à un projet de radio communautaire francophone qui aiderait à combler cette lacune.

23. Saint-Jean a été la première ville incorporée au Canada (1785).